



RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE
Secrétariat Général pour
l'Information et la
Communication

www.media.gov.gr

CHIFFRES CLÉS

758.596 arrivées
dans les îles
grecques par la
mer Egée

94.024 réfugiés et
migrants sauvés
par les gardes-
côtes grecs

20 000 gens
recevront des
allocations de
loyer

20 000: la
capacité de
nouveaux centres
de réception en
Attique et en
Grèce du Nord

1 milliard d'euros:
le coût pour la
Grèce jusqu'à
maintenant

Grèce: Gestion de la crise migratoire



SOURCE: UNHCR

Grèce: La crise migratoire et des réfugiés en numéros*

- 758.596 arrivées dans les îles grecques par la mer Egée
- 3.283 arrivées par la voie continentale (par les frontières de Evros)
- 66.400 réfugiés seront relocalisés dans les autres pays membres de l'Union Européenne
- Nationalités les plus fréquentes par pays (janvier - octobre) : 70% en provenance de Syrie, 19% d'Afghanistan, 5% d'Iraq
- 94.024 réfugiés et migrants sauvés par les gardes-côtes grecs
- 206 réfugiés et migrants qui ont péri en mer
- 413 passeurs arrêtés par les gardes-côtes grecs (de janvier au 23 novembre 2015)

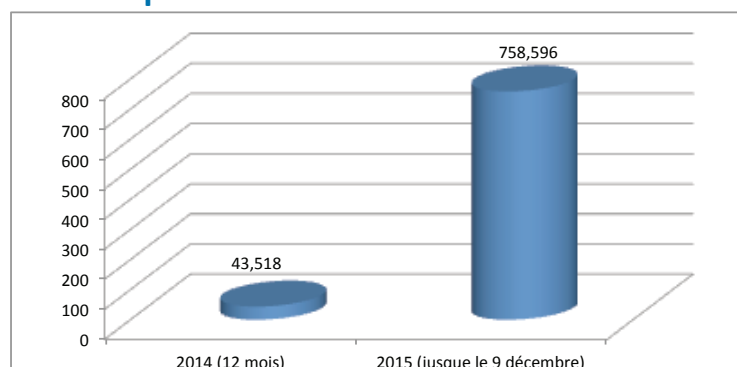
* Sources: Gardes-côtes grecs et Police grecque

Mythes et Réalité:

Mythe No 1: La Grèce n'arrive pas à contrôler ses frontières :

Réalité: Les contrôles frontaliers maritimes sont différents par rapport à ceux des frontières terrestres. On ne peut pas monter de clôtures en mer et le refoulement est interdit par la législation internationale. De plus, aider une personne en danger en mer, est obligatoire. La Grèce respecte ses obligations internationales en menant des opérations de sauvetage.

Arrivées par la voie maritime:





Mythe No 2: La Grèce n'a pas demandé ou accepté l'aide européenne

Réalité : La Grèce a déjà coopéré avec l'organisme européen Frontex pour l'identification et l'enregistrement des migrants et des réfugiés qui arrivent dans les îles de la mer Egée. Une opération similaire va commencer à la frontière avec l'ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM). La Grèce a aussi demandé le déploiement d'une équipe d'intervention rapide (RABIT) dans les îles grecques. Par contre, comme la surveillance des frontières est sous responsabilité nationale, la Grèce n'accepte pas de patrouilles conjointes ni d'observateurs de l'ARYM à ses frontières. La Grèce a demandé 1.600 gardes-frontières et 100 machines Eurodac mais elle n'a jusqu'à maintenant reçu que 170 gardes-frontières et 48 machines Eurodac. La Grèce a activé le mécanisme de la protection civile de l'UE afin de bénéficier d'une aide matérielle et de faire face à l'afflux de réfugiés et de demandeurs d'asile.

Mythe No 3: La Grèce n'a pas fait de progrès concernant la relocalisation des réfugiés

Réalité: Jusqu'à aujourd'hui, trente (30) réfugiés ont quitté la Grèce et 129 ont quitté l'Italie et sont déjà relocalisés dans d'autres pays membres de l'UE. De plus, 50 réfugiés en Grèce attendent leur relocalisation. Le nombre de réfugiés relocalisés demeure faible jusqu'à présent. Cependant, ce n'est pas de la seule responsabilité de la Grèce ou de l'Italie. En effet, le programme de relocalisation dépend autant de la coopération des réfugiés que de celle des états-membres de l'UE, qui doivent faire des offres de logement concrètes et désigner des points de contact nationaux avec la Grèce et l'Italie.

Mythe No 4: La Grèce n'a pas fait de progrès concernant le rapatriement des migrants dans leur pays d'origine

Réalité: Le rapatriement exige la collaboration des pays d'origine des migrants qui ne le font que très rarement. Le Pakistan a refusé récemment l'entrée à 30 migrants Pakistanais qui étaient expulsés par la Grèce. Les rapatriements sont appliqués sur la base "des accords de réadmission", le soutien de l'UE est indispensable puisque ces accords ont été principalement signés entre l'UE et les pays tiers.





Enregistrement

En appliquant la législation prévue, cinq centres d'enregistrement (hot spots) dans les îles situées dans la mer Egée de l'Est (Chios, Kos, Leros, Lesvos et Samos) sont prévus

- Le Centre d'enregistrement à Lesvos (capacité: 4.000 enregistrements par jour) est déjà installé et en fonctionnement
- Les Centres d'enregistrement à Kos et Leros (capacité: 1.000 par jour chacun) seront installés jusqu'à la fin de 2015.
- Les Centres d'enregistrement à Chios et à Samos (capacité: 1.000 par jour chacun) seront installés jusqu'à la fin janvier 2016.
- Un Centre d'enregistrement est prévu à la frontière avec l'ARYM.
- La Grèce applique toutes les normes du système Eurodac

Centres de réception, subventions pour des locations et programmes de familles d'accueil

- Le Centre de réception de Eleonas (Athènes) d'une capacité d'accueil de 720 personnes fonctionne depuis la mi-août 2015
- Il y a deux Centres de réception temporaires à Athènes (Aréna de Hockey à Elliniko et le stade de Taekwondo à Faliro)
- L'ouverture de nouveaux centres d'accueil est prévue dans la région de l'Attique (capacité d'accueil : 5.000 personnes jusqu'à la fin décembre 2015 et un deuxième au début de 2016) et dans la région de la Macédoine, au Nord de la Grèce (capacité d'accueil: 10.000 personnes au début de 2016)
- La Grèce va fournir des subventions pour des locations et des programmes de familles d'accueil pour au moins 20.000 réfugiés, en utilisant des fonds de l'UE sur la base de la Déclaration Jointe (signée le 14 décembre 2015) entre la Commission Européenne et le Haut Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés.





Les mineurs non accompagnés

- Coopération avec l'ONG, METaction (Metadras) pour la protection et le logement des mineurs non accompagnés. Un nouveau centre d'accueil spécialisé pour les mineurs non accompagnés va bientôt être installé dans l'île de Lesbos.

Services de santé

- Services d'urgences et services de soins médicaux pour des réfugiés sont prévus dans les centres d'enregistrement et dans les centres de réception temporaire à Athènes
- Deux unités médicales mobiles de la Croix Rouge existent à la frontière grecque avec l'ARYM (Idomeni)

Coopération avec l'UE et la Turquie

Initiatives de l'UE

Le gouvernement grec fait face à la crise des réfugiés en coopération étroite avec l'UE. La Grèce soutient la création d'une politique européenne pour l'immigration ainsi que toutes les initiatives européennes récentes qui concernent la coopération avec les pays voisins (Conférence sur la route de la Méditerranée orientale et les Balkans occidentaux, Sommet de la Valette sur l'immigration, Réunion de chefs d'État ou de Gouvernement de l'UE avec la Turquie)

La Turquie

Le Gouvernement Grec poursuit la coopération à plusieurs niveaux avec la Turquie, afin d'optimiser la gestion de la crise des réfugiés ainsi que d'éradiquer les réseaux de trafic, par l'échange d'informations, la coopération des autorités compétentes (la police, la garde-côtes), et l'application des accords de réadmission avec la Grèce et l'UE.

Le coût de la crise de réfugiés

- La Grèce a dépensé jusqu'à présent 1 milliard d'euros sur son budget national. 33 millions d'euros de Fonds Européens d'Asile, Migration et Intégration (FAMI) sont prévus et avancés ainsi que 50 millions d'euros d'aide financière d'urgences sont déjà approuvés.
- Une unité administrative spéciale pour l'absorption de l'assistance européenne a été créée en août 2015 afin de dépasser les obstacles bureaucratiques.
- Le coût des soins médicaux pour 2000 réfugiés et migrants dépasse les 800.000 euros.